

[Text]

economic performance. It is clear that there is untapped potential for significant productivity growth in many companies. This potential, however, can only be realized with a human resource-centred approach to management. The work done by the National Centre for Employee Ownership provides strong evidence that employee ownership can play an important role in improving the performance of companies by tapping this source of sustained productivity growth—the commitment and abilities of non-managerial employees.

Without assistance to employees, however, Canada will not see any significant use of the employee ownership option. Workers typically do not have much capital to invest. What they can invest is a portion of their future income. Without tax assistance, however, it is unlikely that many workers will be in a position to make such investments. It is surely no coincidence that the growth of employee ownership in the United States was sparked by the introduction of tax assistance in 1974.

The present government has already established one vehicle to promote worker ownership of equity. I'm referring to the labour-sponsored venture capital corporations. Steelworkers welcomed this initiative. We also welcomed the announcement in the last budget speech that the government would further expand its support for labour-sponsored venture capital corporations. Several provinces have now followed the lead shown by the federal government and the Province of Quebec.

Labour-sponsored venture capital corporations can make a useful contribution to addressing the undersupply of venture capital. However, labour-sponsored venture capital corporations are not a usable vehicle for assisting worker buy-outs. Limits on the maximum percentage of any company that can be held by an LSVCC, and limits on the definition of an eligible business, prevent the use of these vehicles in most employee buy-out situations.

In our view, it is timely now for the next step to be taken in supporting a greater employee role in building strong and competitive companies. Bill C-327 is the next step. We believe that Bill C-327 will provide the kind of support that is needed to make employee buy-outs a serious option. The experience of our major trading partner and competitor, the United States, underscores the usefulness of employee buy-outs in promoting a positive adjustment to the pressures for economic restructuring.

Canadian employees need and deserve the support for employee ownership that is comparable to that provided in the American ESOP scheme. Many aspects of the U.S. scheme are flawed. Much of the tax assistance provided by the U.S. ESOP scheme is not used productively.

[Translation]

économique axé sur les ressources humaines. Il est clair que bon nombre d'entreprises ne savent pas profiter d'un important potentiel de croissance de leur productivité, parce que l'exploitation de ce potentiel nécessite l'application par la direction d'une approche axée sur les ressources humaines. Les recherches effectuées par le National Centre for Employee Ownership prouvent que le rachat d'entreprises par les salariés joue un rôle important dans l'amélioration du rendement, étant donné qu'il permet d'exploiter cette source de croissance durable de la productivité qu'offrent l'adhésion et les compétences des salariés qui n'appartiennent pas aux cadres de l'entreprise.

Toutefois, le recours à l'option du rachat de l'entreprise par les salariés ne se multipliera pas au Canada si aucun programme d'aide n'est offert. De manière générale, les travailleurs n'ont pas beaucoup de capitaux à investir. Ce qu'ils investissent, en fait, c'est une partie de leur revenu futur. Toutefois, il est probable que, pour de nombreux salariés, de tels investissements en seront impossibles sans une aide fiscale. Ce n'est pas par hasard que le rachat d'entreprises par les salariés s'est répandu aux États-Unis après l'entrée en vigueur du programme d'aide fiscale, en 1974.

Le gouvernement actuel a déjà adopté des mesures pour encourager la prise de participation des salariés. Je fais allusion aux sociétés de capital-risque parrainées par les salariés. Les Métallurgistes unis ont applaudi à cette initiative. Nous approuvons également la décision prise par le gouvernement, et annoncée dans le dernier exposé du budgetaire, d'étendre l'appui qu'il accorde aux sociétés de capital-risque parrainées par les salariés. Plusieurs provinces ont emboîté le pas au gouvernement fédéral et au Québec.

Les sociétés de capital-risque parrainées par les salariés sont peut-être la solution à la pénurie de capital-risque. Cependant, dans la plupart des cas, les salariés ne peuvent pas se servir de ces sociétés pour racheter leur entreprise, en raison des limites imposées au pourcentage maximal d'actions d'une entreprise que de telles sociétés peuvent détenir et des restrictions qui assortissent la définition d'entreprises admissibles.

À notre avis, le moment est venu de passer à l'étape suivante afin d'encourager une plus grande intervention des salariés dans la création d'entreprises fortes et compétitives. Le projet de loi C-327 est cette prochaine étape. Nous pensons que cette mesure offrira l'appui nécessaire pour que le rachat d'entreprises par les salariés devienne une option sérieuse. L'expérience des États-Unis, notre principal partenaire et concurrent commercial nous prouve que cette option favorise l'adaptation découlant des pressions qui s'exercent en vue d'une restructuration économique.

Les travailleuses et travailleurs canadiens ont besoin d'un appui comparable à celui qu'offre le Programme ESOP américain et ils le méritent indiscutablement. Cependant, de nombreux aspects de Programme américain d'aide au rachat d'entreprises par les salariés contiennent des ? Une grosse part de l'aide fiscale prévu dans ce programme n'est pas utilisée d'une manière productive.